

20 novembre 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République accordée au Journal "Yedioth Aharonoth", sur les chances de paix au Proche Orient, le problème palestinien et les relations de la France avec l'Etat d'Israël, Paris le 20 novembre 1992.

QUESTION.- En 1982, vous avez été le premier chef d'Etat français à accomplir une visite en Israël.

- LE PRESIDENT.- Il était regrettable qu'aucun de mes prédécesseurs ne l'eût fait avant moi. Il était absolument anormal qu'il n'y ait pas eu de visite d'Etat, pour deux pays comme Israël et la France.

- QUESTION.- Il y a des pays plus grands qu'Israël dans le monde !

- LE PRESIDENT.- Je suis allé dans des pays plus petits aussi !

- QUESTION.- Est-ce que dans votre intérêt pour Israël, il y a un sentiment personnel ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement, oui. Il y a une évocation qui s'impose aussitôt pour quiconque a été élevé dans une forme de culture intellectuelle et spirituelle, dans laquelle l'Israël des anciens temps a joué un rôle important, parfois déterminant.

- QUESTION.- Je crois qu'au fil des années, vous avez fait connaissance de tous les dirigeants d'Israël, Ben Gourion et Golda Meir ?

- LE PRESIDENT.- En effet. Je n'ai pas connu Ben Gourion. Mais j'ai très bien connu Golda Meir.

- QUESTION.- Est-ce que vous pourriez nous raconter un peu le genre de relations que vous aviez avec elle ?

- LE PRESIDENT.- Avec Golda Meir, j'avais des relations très amicales. J'étais un peu son facteur ici, parce que c'était la grande époque des tentatives de délivrance de nombreux juifs d'Union soviétique, qui essayaient d'échapper à la prison, ou à la ségrégation. J'ai passé mon temps à intervenir et ça a marché de temps à autre quand même. J'étais très attentif au sort individuel de ses concitoyens. Je l'aimais beaucoup, je l'appréciais beaucoup politiquement. On pouvait avoir des différences de vues, mais son caractère, son tempérament, sa vigilance m'impressionnaient. J'en ai connu beaucoup d'autres, j'ai connu Dayan, Allon et tous les dirigeants depuis que je suis Président de la République.

- QUESTION.- Aujourd'hui aussi vous avez des amis en Israël ?

- LE PRESIDENT.- Oui, naturellement. J'ai même des amis personnels qui ne sont pas des dirigeants du pays.

- QUESTION.- Et vous êtes en contact avec eux ? Vous allez leur rendre visite ?

- LE PRESIDENT.- Non, dans les visites d'Etat, je n'ai le temps de faire ni du tourisme, ni de l'amitié. Il faut obéir au protocole. Mais je suis allé, je pense, sept fois en Israël et la plupart du temps d'une façon non officielle.\

QUESTION.- Est-ce que votre prochaine visite symbolise le retour de la France dans le processus du Proche-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Ce processus a été déterminé par le gouvernement israélien en accord avec les Etats-Unis d'Amérique, avec une sorte de privilège accordé à la Russie sans doute en souvenir

des bons services rendus à Israël par l'Union soviétique. Et puis avec les autres pays arabes qui ont été, de leur côté, pressés, si je puis dire, par les Etats-Unis. Nous ne sommes pas dans ce processus. Il y a eu la conférence de Madrid que j'ai approuvée. Je n'étais pas sûr que ce processus fût le meilleur. Mais puisqu'il existe, il est le meilleur, par rapport à tous ceux qui n'ont pas existé.

- QUESTION.- Mais depuis le changement du gouvernement israélien ?

- LE PRESIDENT.- Il y a des progrès.

- QUESTION.- Il y a des progrès, et le chef de la diplomatie israélienne a bien demandé que la France soit active ?

- LE PRESIDENT.- Oui, absolument. Mais, au point de départ, on a plutôt écarté l'Europe. Ensuite on lui a ouvert une petite porte. J'ai bien entendu ce qu'a dit Shimon Peres, j'y ai été sensible. Si la France peut être utile, tant mieux. Nous ne sommes pas absents en tout cas.\

QUESTION.- Tout de suite après votre visite en Israël, vous allez visiter aussi la Jordanie. Est-ce que ces deux visites qui se touchent symbolisent quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Oui et non à la fois. Cela fait déjà longtemps que je ne suis pas allé dans les pays arabes de la région et j'ai souhaité, si j'ose dire, profiter de l'occasion pour retourner en Jordanie où j'étais invité de la même façon depuis longtemps sans y être retourné. J'y passerai 24 heures.

- QUESTION.- Mais, il y a des gens en Israël qui trouvent intéressant que vous alliez à Jérusalem et à Amman...

- LE PRESIDENT.- La première fois où je suis allé dans ces régions, c'était il y a très longtemps, ce devait être en 1949. J'étais allé à Amman, et de là, à Jérusalem qui était encore sous domination jordanienne. Je me souviens que j'avais eu une panne d'avion. Après un atterrissage de fortune, j'étais arrivé à Amman dans des conditions qui n'étaient pas prévues, comme si j'avais fait le voyage en voiture jusqu'à Jérusalem que j'ai pu visiter ainsi. C'était encore la guerre, on entendait des coups de feu, et les conditions étaient assez rigoureuses. J'y suis retourné pas très longtemps après qu'Israël ait gagné son autre guerre. La cité de Jérusalem n'était plus alors tout à fait la même que celle que j'avais connue.\

QUESTION.- Entre vous et le peuple israélien, il y a des relations passionnelles ?

- LE PRESIDENT.- Il paraît.. C'est vous, les Israéliens, qui êtes passionnels.

- QUESTION.- Moi, je trouve personnellement que c'est beaucoup mieux que l'indifférence.

- LE PRESIDENT.- Peut-être, oui. Mais il ne faut pas toujours que ce soit systématique. On pourrait croire, à entendre vos confrères, que nous n'avons que des contentieux. Ce n'est pas du tout dans cet esprit que je vais en Israël. Je me demande pourquoi cette espèce de passion si bizarre.

- QUESTION.- A mon avis, c'est parce qu'on vous considère comme un ami.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais ce n'est parce que je suis un ami que je vais souscrire à toutes les décisions d'un gouvernement israélien, marcher au doigt et à l'oeil. C'est une curieuse façon de raisonner. Et dès que ça ne se passe pas comme ça, on devient presque un ennemi. Je me souviens de cette campagne sur le prétendu perfectionnement des scuds par la technologie française pendant la guerre du Golfe. Un pur scandale ! Ces allégations ne reposaient sur rien. Et quand Yasser Arafat est venu me voir, quel scandale ! La dernière fois qu'il est venu voir Roland Dumas, on a puni Roland Dumas qui devait aller faire une visite à Jérusalem. On a reporté son voyage et on a rencontré à la place des Espagnols qui deux mois avant moi avaient reçu Yasser Arafat beaucoup mieux puisque le roi l'avait invité à dîner. Pourquoi ne l'aurais-je pas reçu ?

- QUESTION.- Mais est-ce que vous croyez que le rôle d'Arafat et de l'OLP a changé ?

- LE PRESIDENT.- Je regrette qu'on n'ait pas saisi du côté d'Israël l'occasion qui était fournie par le congrès de l'OLP qui s'était tenu à Alger en 1988 ou après la visite de Yasser Arafat ici au cours de laquelle il avait dit que la Charte de l'OLP était caduque, expression qui avait été reconnue comme un progrès.\

QUESTION.- En Israël, on a suivi de très près par la presse votre état de santé. Est-ce que vous pouvez dire au peuple israélien comment vous allez ?

LE PRESIDENT. Bien merci. Je suis sensible à votre attention. Mais en à une conférence de

- LE PRESIDENT.- Bien, merci. Je suis sensible a votre attention. Mais apres une operation de ce type, il faut forcément un peu de temps pour se remettre. Maintenant, cela fait deux mois et j'ai repris mon travail normalement. Je fais seulement un peu plus attention, à ne pas avoir un rythme aussi excessif qu'auparavant. Mais je peux faire un voyage en Israël avec de grandes chances de revenir sans être épuisé.

- QUESTION.- C'est d'ailleurs votre premier long voyage depuis votre opération, n'est-ce pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, je suis allé en Angleterre, à Birmingham, et puis de là, à Berlin aux obsèques de Willy Brandt. Enfin, ça n'exigeait pas d'obligations diverses comme un voyage d'Etat où l'on saute d'un point à un autre, et on change d'interlocuteurs. Ce n'était pas le cas de ce petit voyage dans des pays voisins.\

QUESTION.- J'aimerais vous dire que le phénomène Le Pen fait peur en Israël.

- LE PRESIDENT.- C'est normal.

- QUESTION.- Vous dites normal ?

- LE PRESIDENT.- Normal qu'il fasse peur en Israël, puisqu'il développe des thèses qui ne peuvent pas être acceptées.

- QUESTION.- Comment voyez-vous ce phénomène dans le futur ? Est-ce qu'à votre avis, cela fait partie de cette montée du racisme, comme en Allemagne ?

- LE PRESIDENT.- En Europe, oui, cela en fait partie. Mais je ne pense pas qu'il ait beaucoup d'avenir. Il s'est nourri de la crise économique, de la pauvreté de beaucoup de gens, de mécontentements qui se sont souvent exprimés derrière des mouvements corporatifs ou de revendications qui, cette fois-ci, ont pris un tour politique aigu. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Qu'il y ait quinze pour cent de Français qui aillent dans ce sens, c'est beaucoup, c'est trop mais ce n'est pas absolument surprenant.

- QUESTION.- A votre avis, comment les sociétés en Europe doivent-elles réagir ?

- LE PRESIDENT.- Réagir avec des moyens de la loi et de la République. Elles ne doivent pas accepter de se laisser déborder par ce genre de mouvement, en appliquant la loi.\

QUESTION.- En Israël, on s'inquiète beaucoup de ce qui se passe maintenant avec l'Iran. On sait chez nous que c'est les Iraniens qui sont derrière le Hezbollah. Or, les pays d'Europe et d'autres pays rétablissent les relations du commerce avec l'Iran..

- LE PRESIDENT.- Mais l'Iran a fait beaucoup pour cela.

- QUESTION.- Est-ce qu'on ne commet pas les mêmes erreurs qu'on a fait avec l'Irak à l'époque ?

- LE PRESIDENT.- On ne fait quand même pas grand chose avec l'Iran. C'est un pays important qui sollicite la multiplication des échanges mais il ne demande pas qu'on lui vende des armes.

- QUESTION.- Mais quand même c'est un pays qui est mêlé aux affaires de terrorisme..

- LE PRESIDENT.- Si c'est un pays qui continue d'être comme il a été, terroriste, bien entendu, cela implique des rapports très réservés avec lui. Moi, je m'apprêtais à aller à Téhéran puis, dans l'intervalle, Chapour Bakhtiar, qui était notre hôte en France, a été assassiné. Cela a suffi naturellement pour annuler ce projet. Il faut que l'Iran soit une nation civilisée, avec des pratiques respectables, sinon il ne sera pas possible de développer nos relations. Mais c'est quand même un grand peuple. On ne peut pas l'ignorer. C'est une des plus grandes histoires de l'humanité.

- QUESTION.- Est-ce qu'à votre avis, le monde a appris la leçon de ce qu'on peut appeler "la crise du Golfe" ?

- LE PRESIDENT.- C'est-à-dire ?

- QUESTION.- C'est-à-dire de ne pas attendre qu'un pays devienne si fort et si puissant dans sa région mais d'y penser avant que ça n'arrive ?

- LE PRESIDENT.- Les guerres préventives, c'est d'un maniement délicat. Il faut jouer les chances de la paix autant qu'on le peut avant de jouer les chances de la guerre. Ce qui implique, en effet, que la guerre doit être fondée sur des faits réels et pas simplement sur des soupçons. L'Irak était très inquiétant, c'est vrai, mais c'est son agression contre le Koweït qui a déclenché la guerre.\

QUESTION.- Est-ce que l'Europe unie du futur, peut être une grande puissance sans avoir une armée, une force militaire ?

- LE PRESIDENT.- Moi, j'ai toujours proposé à l'Europe l'existence d'une défense autonome. en

relation harmonieuse et coordonnée avec l'OTAN mais dotée de noyaux autonomes. Une amorce a été créée à travers l'UEO d'une part, et d'autre part, le corps franco-allemand. Ce sont des embryons à partir desquels j'espère voir d'autres développements.

- QUESTION.- Avec une armée de ce genre, l'Europe pourrait-elle, par exemple, faire plus face à la crise yougoslave ?

- LE PRESIDENT.- Si cette armée existait, il ne faudrait pas pour autant devenir des interventionnistes militaires à tout propos. C'est un problème très difficile. Nous ne sommes pas des gendarmes. Il faudrait évaluer sérieusement la situation.\

QUESTION.- Comme c'est en Israël qu'il y a la plus grande majorité de rescapés de l'holocauste, il y a des gens qui voudront savoir votre point de vue à propos de la gerbe sur la tombe de Pétain ?

- LE PRESIDENT.- Mon point de vue est très connu. Je m'en suis expliqué, d'ailleurs. A ce propos déjà, je remarque avec intérêt que lorsque le Général de Gaulle, M. Pompidou et d'autres ont fait déposer des gerbes sur la tombe de Pétain à l'occasion du 11 novembre, bien sûr, personne n'a rien dit. Le temps passe, les générations qui n'ont pas du tout connu la guerre n'y attachent pas la même importance. La France a été une première fois sauvée dans sa liberté par l'issue de la guerre de 1914-18, et notamment par la bataille de Verdun. Naturellement, à 25 ans de distance, d'autres événements sont venus qui ont brouillé l'image. Nous en étions au 75ème anniversaire de Verdun exactement. Ce n'était pas la meilleure année pour modifier ce qui avait été instauré. La question se pose. Je suis obsédé par l'idée que je pourrais froisser la sensibilité de gens, de survivants qui ont atrocement souffert de l'affaire du Vel' d'Hiv' par exemple. Là, il y a un problème de sensibilité qui mérite examen.

- QUESTION.- Peut-être que ce débat, cette polémique, a un sens positif puisqu'elle montre que la sensibilité a évolué ?

- LE PRESIDENT.- C'est-à-dire que cette guerre-là, celle de 1914-18, s'éloigne tandis que les problèmes du racisme, de la ségrégation ou des violences insupportables du type de celles dont nous parlions, restent d'actualité. Peu à peu, il y en a qui s'effacent dans le passé et d'autres qui malheureusement restent présents.

- QUESTION.- Vous avez le sentiment qu'en France on parle plus facilement des ces années ?

- LE PRESIDENT.- On en parle plus. Je pense que oui. Remarquez, moi j'ai vécu la période de la seconde guerre mondiale, et des procès qui s'en sont suivis. Ils n'ont pas été spécialement tendres. Ensuite, il y a eu une longue période où ce type de problème est passé à l'arrière plan. Il y a un réveil aujourd'hui. Au fond, on ne savait pas trop comment ça s'était passé. La France était un pays occupé par les nazis. Démêler les responsabilités particulières du gouvernement, de l'administration de l'Etat français était assez difficile. Aujourd'hui, elles paraissent très lourdes dans cette affaire.

- QUESTION.- J'ai lu dans "Le Monde" il y a quelques jours, que vous êtes prêt à faire un geste solennel qui reste à déterminer.

- LE PRESIDENT.- C'est un domaine compliqué, qui concerne mon pays et sa vie intérieure. Je ferai le geste qu'il faudra parce que j'éprouve profondément le drame du Vel' d'Hiv'. C'est un drame qui ne peut pas être oublié. Son souvenir doit donc être sauvegardé et honoré, d'une façon ou d'une autre. C'est à quoi je réfléchis. C'est ce que je ferai assez rapidement.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a une chose qui gêne beaucoup les Israéliens, depuis très longtemps, c'est le problème des visas pour visiter la France.

- LE PRESIDENT.- Je sais bien mais ce sont des mesures générales. Il n'y a que les pays de la Communauté qui ont été exemptés, la Suisse, les pays scandinaves.. Je suis pour une politique de raréfaction des visas. Je serai très content de pouvoir en réduire le nombre, pays par pays. On examinera la question. Pour Israël naturellement, nous n'avons rien à redouter de ce pays. C'est un pays avec lequel nous pouvons traiter. C'est une mesure générale. Elle ne vise pas Israël en particulier.\

QUESTION.- Depuis que vous êtes Président de la République française des leaders dans le monde comme Gorbatchev, Mme Thatcher, Reagan, les grands noms de la politique mondiale,

sont partis...

- LE PRESIDENT.- Ca, c'est la vie...

- QUESTION.- Quand vous regardez autour de vous, ce que j'appelle le nouveau leadership du monde, quels sont vos sentiments ?

- LE PRESIDENT.- C'est un mouvement continu, un passage de témoin d'une génération à l'autre. C'est le cycle historique, normal, surtout dans les pays démocratiques où il est rare que l'on reste plus de dix ans en fonction. Il est même rare qu'on les atteigne. Parce que les opinions sont changeantes, les concurrences entre les formations politiques sont très vives. On résiste et puis on succombe. On succombe et on résiste. C'est une noria permanente. Je ne philosophe pas sur ce sujet. C'est l'histoire de la vie, non ?

- QUESTION.- On s'approche de l'an 2000, qui est une date symbolique. A votre avis est-ce que l'on va vers un monde meilleur ?

- LE PRESIDENT.- Il y a quand même quelque chose de meilleur et de considérable, c'est la chute de l'empire de Staline. C'est un progrès énorme. Je sais bien que l'on ne passe pas du malheur absolu au bonheur absolu, mais enfin, la liberté, ce n'est pas négligeable. Comme les pays qui ont été libérés de cette emprise étaient des pays ruinés dans leur économie, les séquelles de la pauvreté font que leurs peuples sont malheureux, doutent parfois même de l'intérêt de la liberté. Il y aura encore des années difficiles. Mais n'oublions pas l'essentiel, l'essentiel c'est que la puissance impériale, stalinienne, marxiste-léniniste, a disparu et qu'il n'existe plus d'empire en Europe. Rien que dans ce siècle ont disparu l'empire turc, l'empire austro-hongrois, deux empires allemands, deux empires russe et soviétique, les empires coloniaux anglais, français, italiens. Cela fait un immense changement ! Tous les peuples se sont, grâce à cela, émancipés. C'est une bonne chose en soi. Il ne faut pas aller jusqu'à l'excès de l'émiettement pour substituer maintenant des combats fratricides opposant une ethnie à l'autre. On ne s'y reconnaîtra plus, on ne saura plus où l'on en est. Puis aucun ordre démocratique ne sera possible. Mais enfin, c'est quand même un progrès. Alors, le XXIème siècle sera sans doute comme les autres, il sera sanglant, il sera dur, parce que les hommes sont les hommes. Un progrès aura lieu quand même, je l'espère, parce que la loi internationale peut arriver peu à peu à régler ce type de conflit. Et j'observe à cet égard déjà des progrès - faibles, insuffisants - mais des progrès.\

QUESTION.- Est-ce que vous croyez que le Proche-Orient en bénéficiera ?

- LE PRESIDENT.- Cela dépend beaucoup de la réussite ou non des accords actuellement discutés. Je le souhaite, parce que c'est dramatique pour votre pays qui vit sous une menace constante. Mais il faut savoir traiter. Le problème fondamental, c'est le problème palestinien. Il ne faut pas l'ignorer. Vous pouvez faire la paix avec les Etats voisins mais tant que vous aurez un problème palestinien à l'intérieur même de votre pays et juste à côté, vous ne connaîtrez pas la paix. Nous devons donc essayer de le résoudre aussi.

- QUESTION.- Et avec les pays autour d'Israël, avec la Syrie...

- LE PRESIDENT.- Oui, je pense que vous y arriverez.

- QUESTION.- A votre avis, Israël peut-il faire confiance au régime de Damas ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à moi de le dire. Ce que je considère comme possible, c'est un accord notamment sur le Golan. Mais pour les Syriens, c'est la question de l'existence même d'Israël, vous le savez bien, qui est posée. Tant qu'on n'aura pas carrément reconnu ce qui a été construit au lendemain de la guerre mondiale, la paix sera instable. Il faut obtenir cette reconnaissance, carrée, simple, sans formule compliquée.

- QUESTION.- Vous êtes plutôt optimiste ?

- LE PRESIDENT.- On ne peut pas dire cela. Mais je pense qu'il y a un besoin de paix qui peut rendre les gens réalistes. Un besoin général de paix. Je vous le répète, vous ne pouvez pas espérer régler le problème d'Etat à Etat en laissant le problème palestinien en jachère.\

QUESTION.- Une visite de chef d'Etat c'est quelque chose d'assez formel. Est-ce qu'il y a quelque chose, personnellement, que vous voulez faire en Israël ?

- LE PRESIDENT.- Quand on m'a proposé des hypothèses de voyage, j'ai par exemple insisté

pour accepter le voyage a Bersheeva et la visite au tombeau de Ben Gourion et de sa femme. Voilà un aspect personnel. Et comme je n'ai pas connu Ben Gourion mais que j'admire beaucoup ce personnage, ça m'est particulièrement agréable d'y aller. Chaque fois que je vais en Israël, je choisis un objectif historique, spirituel, géographique, touristique, c'est variable. Voyez, ce sera la huitième fois que j'irai et je suis loin d'en avoir fait le tour. Ce n'est pourtant pas un grand pays géographiquement, mais c'est tellement riche d'histoire et de culture qu'il faudrait s'y installer.\